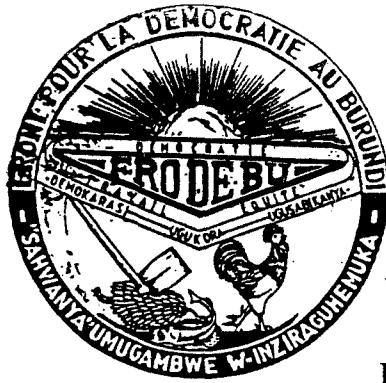


REPUBULIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE " SAHWANYA "  
UHUZA ABAHARANIRA  
DEMOKARASI MU BURUNDI



B. 30. 2. 1  
- Burundi - jeudi 1994  
- FRODEBU

REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE  
AU BURUNDI

SECTION BELGIQUE

Bruxelles, le 15/6/1994

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Burundi: Un génocide s'annonce.

Depuis samedi 12/6/1994, des militaires burundais ont pris le chemin des collines surplombant la capitale burundaise à la recherche des armes détenues illégalement.

Nous savons que les opérations de désarmement sont pilotées par le Président de la République et aucune action ne peut être entreprise sans son aval. Par ailleurs, le Parlement constatant le risque de cette opération de désarmement d'aboutir à l'aggravation de la crise burundaise en accentuant les processus d'épuration et de balkanisation ethnique, avait recommandé au gouvernement de suspendre cette opération et d'établir au préalable un plan de désarmement en associant l'administration à cette opération.

Que constatons-nous?

Cette opération n'a pas eu l'aval du Président de la République qui siège en ce moment au sommet de l'OUA.

Les dégâts humains et matériels ne concernant que l'ethnie hutu sont innombrables comme le craignait le Parlement dans sa déclaration du 6/5/1994.

De source bien informée sur place, nous apprenons que toutes les maisons de ces collines ci-haut citées sont systématiquement incendiées; des cris de détresse tantôt des gens qui sont brûlés vifs dans ces maisons, tantôt des gens tués par baïonnettes durant leur fuite, se font entendre jusque dans les quartiers avoisinants de Bujumbura. Quand on sait que tous ces paysans massacrés innocemment sont tous hutu, on voit clairement où en sont les extrémistes tutsi s'appuyant sur l'armée tutsi dans leur plan d'épuration ethnique.

Les massacres ne s'arrêtent pas seulement dans Bujumbura rural. A Kayanza on dénombrait hier une vingtaine de gens massacrés. Des cas d'intolérance ethnique allant jusqu'aux tueries se généralisent de plus en plus dans les écoles secondaires et à l'université donnant ainsi le privilège à la seule ethnie tutsi de poursuivre les études. Des listes de cadres hutu à éliminer circulent dans la capitale burundaise.

Devant ce génocide qui ne fait que commencer:

La section FRODEBU Belgique dénonce énergiquement le comportement inhumain de ces militaires envers des populations qu'ils sont censés protéger.

La section dénonce également les manoeuvres de l'opposition visant à perdurer la crise actuelle au Burundi et à bloquer expressément la restauration de l'institution présidentielle.

La section demande à la communauté internationale d'aider à la restauration d'un Etat de droit au Burundi et de s'investir pour faire cesser ces massacres avant qu'il ne soit trop tard.

Pour la section FRODEBU Belgique

Isidore NDAYIRINDE  
Président